

Lire la newsletter dans votre navigateur



MAKUTANO NEWSLETTER

LÀ OÙ L'AFRIQUE SE RENCONTRE



L'ACTUALITÉ ÉCO DE LA SEMAINE

PERSPECTIVES 2022

Le Ministère des Finances a publié son **“Rapport annuel 2021, Perspectives 2022”**. Le rapport insiste sur l’appui à la stabilité macroéconomique, l’accélération des réformes et la qualité de la dépense publique. Il faut également **améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements**. Il faut aussi **continuer la lutte contre la corruption et la fraude fiscale et assurer une bonne gouvernance**. Lors de la présentation de ce document, Nicolas Kazadi s’est félicité **du record de mobilisation des recettes et bonnes gestions des dépenses** qui a permis un accroissement des investissements dans certains secteurs productifs et sociaux. Les recettes intérieures ont bondi **de 70% en 2021** par rapport à 2020 pour atteindre les **12 000 milliards de CDF** (contre 6900 milliards l’année d’avant). Le Gouvernement doit désormais porter attention à **l’exécution financière et physique des projets et programmes**. La dette publique est aussi à surveiller. Elle s’élève à **7,2 milliards de dollars, 4,7 milliards USD de dette extérieure et 2,5 milliards USD de dette intérieure**. Dans le cadre du Programme du Gouvernement d’Union Sacrée, le pays s’est fixé pour objectif de **lever 14 756 milliards USD en 2022**. Ces perspectives sont soutenues par **une reprise économique mondiale**, une croissance économique attendue à **6,4%**, une inflation contenue à **6%** ainsi qu’**une monnaie stable**.

FINANCEMENT DE LA CENI

Le Gouvernement compte organiser des élections en 2023, Nicolas Kazadi l’a réaffirmé. Le ministre des Finances a soutenu face aux médias que le Gouvernement ne lésinerait jamais sur les moyens pour gagner ce pari. Il a assuré que contrairement aux dires du Président de la CENI, **37 millions USD** ont d’ores et déjà été remis aux autorités de la Commission pour le processus électoral. Le 2 décembre, **2,9 millions USD** ont été payés au titre **des frais d’installation et de fonctionnement de la nouvelle équipe**. Au même moment, le Gouvernement aurait payé environ **10 millions USD pour les salaires des employés**. Toujours en décembre, **4,5 milliards de CDF** ont été payés à la CENI au titre de **son fonctionnement dans le cadre de l’exercice budgétaire**. Le 11 février **21,7 millions USD** ont été libérés au titre de

l'exercice budgétaire. Les 11 février, 21,7 millions USD ont été libérés au titre de dotations pour les opérations électorales et les frais de fonctionnement. Nicolas Kazadi soupçonne une surfacturation de la part des responsables de la CENI. Ils exigent par exemple **600 millions USD pour les élections**, le cycle électoral précédent avait coûté **500 millions USD**.

PROGRAMME DE SANTÉ ET DÉTOURNEMENT

Quatre programmes du ministère de la Santé publique ont utilisé **plus de 300 millions de dollars sans preuves justificatives**. C'est ce qu'annoncent les conclusions des enquêtes menées par l'Inspection générale des Finances transmises au ministre de tutelle. Les inspecteurs de l'IGF ont retracé un présumé détournement par le **Programme élargi de vaccination (PEV)**, le **Programme de développement du système de la santé (PDSS)**, la **Cellule d'appui et de gestion financière (CAGF)** et le **Programme national de santé de la reproduction (PNSR) entre 2016 et 2021**. Le PEV aurait retiré **6,8 millions** (sur 12,9 millions) sur deux comptes logés à la FN Bank et la TMB. Il manquerait également au PEV des **accords de financements et des apports financiers de fonds reçus du Gouvernement, des bailleurs, partenaires techniques et financiers**. Les montants sont pourtant renseignés dans le plan d'activité opérationnel : **126,9 millions USD** en 2018, **142,1 millions USD** en 2019 et **89 millions** en 2020. Le PDSS aurait utilisé **5,2 millions USD non justifiés en 2021**. Le rapport indique aussi que le programme a utilisé **2,3 millions USD frappés d'inéligibilité par la Banque mondiale** et remboursés au bailleur par le Gouvernement. La CAGF aurait aussi utilisé **des fonds inéligibles de près de 2,5 millions USD**. L'IGF a procédé à ses contrôles à la demande de l'actuel ministre de la Santé.

VIOLENCES SEXUELLES

L'Agence Française de Développement va aider à hauteur de **8 millions d'euros** l'hôpital de Panzi et la Fondation du docteur Denis Mukwege. La convention du financement a été signée le 14 février par l'Ambassadeur de France en RDC, la Vice-Ministre de la Santé, la Directrice de l'AFD en RDC et le Chef de mission de la délégation de la Croix Rouge Française en RDC. Ce financement s'inscrit dans le cadre du **protocole d'entente signé entre Rémy Rioux et Nicolas Kazadi**. Protocole qui prévoit d'ailleurs des engagements du Groupe AFD à **hauteur de 500 millions d'euros entre 2022 et 2025**. Ce financement doit aider à l'amélioration du système de santé congolais. Mais c'est surtout une aide **au système mis en place par le docteur Mukwege**. Il propose **une prise en charge des survivantes de violences sexuelles** sur le plan médical, psychologique, juridique et même de la réinsertion professionnelle.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Pour janvier 2022, les dépenses engagées par le Gouvernement congolais en faveur de la Présidence de la République ont été **évaluées à 12,8 milliards de CDF**. Sur cette somme, **12,2 milliards de CDF ont été affectés à la Présidence**. La Loi des Finances de l'exercice 2022 prévoyait **47,5 milliards de CDF** pour le mois de janvier 2022. 26,9% du montant total attendu en ce premier mois ont été exécutés. Sur toute l'année 2022, les crédits budgétaires accordés à la Présidence de la République sont chiffrés à **570,9 milliards de CDF** soit 285 millions USD.

IVANHOE MINES

Ivanhoe Mines compte investir **382 millions USD dans la relance de l'exploitation du Zinc à Kipushi**. Depuis 1993, Kipushi est sous **un régime de maintenance et entretien**, après 69 ans d'exploitation. Ivanhoe Mines va travailler en partenariat avec Gécamines, le propriétaire initial de la mine. La participation de Gécamines dans Kipushi Corporation, la coentreprise qui gère le projet, **sera de 38%** (contre 32% avant), celle d'Ivanhoe sera à **de 62%**. Selon les études de faisabilité du projet, le développement de Kipushi devrait prendre deux ans. Selon Wood Mackenzie, la

mine pourrait **produire jusqu'à 240 000 tonnes de zinc sur 14 ans**. Durant les 5 premières années, **sa teneur moyenne sera de 36,4%**, faisant d'elle **la plus riche mine en zinc dans le monde**. Ivanhoe Mines projette le prix de la tonne à **2600 USD**.

SÉCURISONS LES OEUVRES D'ART

Le chanteur congolais Werrason, a été reçu lundi dernier par le ministre de l'Industrie, Julien Paluku. Il lui a présenté **son projet de construction d'un centre culturel**, adapté en matériel informatique. L'objectif est de **sécuriser les œuvres des musiciens congolais**. Le projet prévoit aussi de **produire des supports et de maximiser les recettes pour les musiciens et pour l'Etat**, à travers l'impôt et une taxe grâce aux multiples plateformes. Werrason regrette **le manque de soutien et d'exploitation des musiques folkloriques congolaises**. *“Si les artistes étrangers évoluent très bien par moment, c'est parce qu'ils ont des industries musicales dans leurs pays, ce qui favorise la production et autres. Ils évoluent bien suite à la structuration de leur sphère musicale, la production de leurs œuvres est garantie”*. Le Ministre de l'Industrie a promis le soutien du **Fonds de Promotion de l'Industrie**. Il a aussi assuré **son implication personnelle et celle de la ministre de la Culture, Arts et Patrimoine** dans la matérialisation du projet.

L'ENTREPRISE DE LA SEMAINE



FLUTTERWAVE, LA FINTECH QUI S'IMPOSE EN AFRIQUE

En 2016, les Nigériens Olugbenga Agboola et Iyinoluwa Aboyeji fondent Flutterwave. La société de technologie financière s'est donné pour mission de créer des possibilités infinies pour les clients et les entreprises en Afrique et dans les marchés émergents. Ses deux fondateurs ont développé une solution technique qui permet de rendre interopérables une multitude de services de paiement en ligne existants. Ils ont aussi mis au point une application mobile qui permet aux commerçants d'encaisser des paiements sur un téléphone mobile, sans avoir à se préoccuper du service utilisé par leurs clients et de la compatibilité entre les systèmes des banques.

Au fil du temps, la fintech attire des clients comme Facebook, Jumia, Uber, Booking ou encore Alipay. En 2019, elle s'associe avec Alibaba, le géant chinois du e-commerce. Elle s'associe à des géants du secteur financier comme Visa et Mastercard. Durant ses 5 premières années d'existence, la société nigérienne traite plus de 200 millions de transactions d'une valeur de plus de 16 milliards USD dans 34 pays d'Afrique. Elle est actuellement en service de 600 000 entreprises à travers le monde.

d'Afrique. Elle est actuellement au service de 900 000 entreprises à travers le monde. En mars 2021, la fintech nigériane annonce un partenariat avec PayPal. Il permet aux clients de ce dernier de payer les marchands africains via sa plateforme. Cette nouveauté baptisée "Pay with PayPal" est une vraie avancée. Jusqu'ici le géant américain ne permettait que d'envoyer de l'argent. Il n'était possible de recevoir un paiement que dans 12 pays africains. Ce nouveau service doit permettre de connecter les quelques 337 millions d'utilisateurs de l'entreprise américaine à des micro ou petites et moyennes entreprises de 50 pays d'Afrique.

Toujours en mars 2021, Flutterwave réussit à récolter 170 millions USD lors d'une levée de fonds de série C. Cet argent doit lui servir à financer son expansion en Afrique du Nord. L'entreprise nigériane dépasse alors le milliard de dollars de capitalisation. Elle devient la troisième licorne africaine dans le secteur financier. Le 16 février dernier, la fintech a annoncé une levée de fonds de 250 millions USD en série D. Elle est alors valorisée à plus de 3 milliards de dollars. Elle est l'une des entreprises à la croissance la plus rapide d'Afrique. Ces nouveaux fonds vont alimenter son plan d'expansion. Parmi ses objectifs, l'acquisition de nouveaux clients sur les marchés existants, un développement par le biais de fusions et acquisitions mais aussi le développement de nouveaux produits complémentaires.

INTERNATIONAL

 Le 16 février, les Présidents Macky Sall et Emmanuel Macron ont participé à une rencontre organisée par l'AFD. Elle a réuni les principaux acteurs de la finance africaine à la Station F à Paris. Le thème de la rencontre était "*Investir ensemble, pour une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe*". Franck Riester, ministre français chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité a profité de l'événement pour lancer la communauté digitale "Afrique-France entrepreneurs". La plateforme permettra aux entrepreneurs des deux continents de bénéficier d'un nouveau canal d'échanges. L'initiative s'inscrit dans le *new deal* franco-africain, tourné vers le secteur privé et les sociétés civiles.

 BGFIBank Cameroun dispose désormais d'un service dédié à la banque de détail. Le groupe leader en Afrique centrale pose les pieds sur un segment normalement dominé par Afriland First Bank (Cameroun), la Société Générale (France) et la Bicec (Maroc). Ces banques s'arrachent plus de 48% des encours des crédits octroyés à l'ensemble de l'économie. Pour le moment, BGFIBank ne dispose que d'une part de marché de 6,91%, mais le groupe gabonais montre son ambition de concurrencer les leaders.

 L'Alliance Smart Africa et The Commons Project Foundation (TCP) ont annoncé mercredi le lancement d'un partenariat en vue de numériser les soins de santé sur le continent. Ce partenariat permettra la collaboration de TCP et des 32 Etats membres de Smart Africa. Cela représente plus de 815 millions de personnes et plus de 40 membres du secteur privé. Ce partenariat devrait permettre d'améliorer les services de santé en Afrique.

ALORS, ON FAIT QUOI ?

3 au 5 mars, Kigali, Rwanda



8e Forum régional africain sur le développement durable. Organisé par la Commission économique sur l'Afrique, il se tiendra en format hybride. Plusieurs personnalités sont attendues : ministres, hauts fonctionnaires, représentants du secteur privé et de la société civile, représentants des

organisations des Nations unies, etc... L'événement sera aussi l'occasion de préparer la réunion de Haut-niveau sur la question du développement durable qui se tiendra à New-York début juillet. L'Afrique sera représenté par le Rwanda.

17 et 18 mars



La Blockchain Africa Conference se tiendra en ligne. Elle accueillera une quarantaine d'intervenants sur le thème "*Etre prêt pour le business*". Les discussions se concentreront sur les opportunités et les utilisations de la technologie blockchain en Afrique et dans le monde. Renseignements [ici](#).

LE DÉBAT WHATSAPP

"Même à Kinshasa dans certains quartiers populaires c'est comme cela. Pensez-vous que si les médias " tout kin" montraient et parlaient de ceci régulièrement, avec une vraie démarche journalistique: analyse des causes, et les propositions des pistes pour y remédier en invitant des experts nationaux connus ou inconnus au lieu de tout le temps parler des politiciens " véreux " qui sont pour beaucoup responsable de la cause de ces problèmes notre peuple n'allait pas se réveiller et demander des comptes?"

Qu'est-ce que ces enfants qui doivent être le futur du Congo (Débout Congolais)vont nous reprocher dans quelques années s'ils survivent? D'avoir été des témoins, des complices, des lâches de ces crimes silencieux.

N'est-ce pas que les lois de la RDC et de Dieu condamnent à la fois le voleur et le receleur?" **Benjamin Tatete**, à propos d'un reportage de *Konbini News sur la famine dans le Kasai*.

"Dans ce cas là Doc, la population Congolaise devrait t elle aussi être outragée est demander au gouvernement Congolais des excuses auprès de sa population ...just wondering" **Olivier Bueno**, en réponse à *Benjamin Tatete*.

"Mais si elle n'est pas informé pourquoi s'insurgerait-elle? Dès qu'elle se connecte ,on lui ponctionne " sans scrupule " 1,18\$ RAM . Donc le 4ème pouvoir reste leur seul moyen de comprendre pourquoi le taux de mortalité infantile en 2020 (naissance jusqu'à l'âge de 5 ans)est à 70 pour 1000 naissance en RDC, 43/°° Éthiopie, 32/°°au Botswana . Ce taux est plus en milieu rural où le PEV doit être actif mais nous avons une polémique en cours avec l'IGF sur des fonds détournés." **Benjamin Tatete**



Retrouvez la Newsletter de MAKUTANO sur WhatsApp



RESTONS EN CONTACT

27, Avenue Comité Urbain
Kinshasa/Gombe
(+243) 82 57 26 552
contact@makutano.cd

Makutano.cd

Merci pour la lecture, partagez la newsletter MAKUTANO avec vos amis

[Se déabonner](#)



